

Lutte de classe

Immigration : Juridiction spécialisée. A quand les tribunaux d'exception ?

Dépêche de presse commentée (en bleu).

AFP - Paris (08.01.08) - Nicolas Sarkozy a réclamé mardi qu'en matière d'immigration, la France aille "jusqu'au bout d'une politique fondée sur des quotas".

Comme pour une marchandise ! Mais surtout, tout ce qui n'est pas à haute valeur ajoutée doit être rejeté impitoyablement. Ils ont même imposé des quotas pour le pinard au niveau européen, mais jusqu'où iront-ils ? Jusqu'à l'explosion sociale, à la révolution socialiste camarades, nous le savons.

"J'ai demandé (au ministre de l'Immigration) Brice Hortefeux (...) d'aller jusqu'au bout d'une politique fondée sur des quotas", a-t-il dit lors de la première conférence de presse de son mandat.

"Cela fait trop longtemps qu'on en parle. Tout le monde sait que c'est la seule solution. Eh bien il faut franchir le pas, et arrêter de vouloir protéger les uns, ne pas choquer les autres. Avec cela, on n'a que des problèmes". "La politique des quotas", a-t-il insisté, "nous devons la mettre en oeuvre, en fonction des capacités d'accueil, d'intégration".

Traduisons : il faut protéger ceux qui ont des problèmes, les amis de Sarkozy : la jet-set, les milliardaires, les capitalistes quoi, par conséquent il préconise des solutions en leur direction, normal. Ils ne l'ont pas propulsé là où il est pour des prunes, il est leur serviteur, leur domestique sur le plan social et politique, il faut bien qu'il leur donne les moyens de s'enrichir encore plus, pendant que de plus en plus de travailleurs et leurs familles croulent dans la pauvreté ou la misère, 7 millions officiellement, plutôt 10 en réalité.

Le président de la République Nicolas Sarkozy a souhaité au cours de sa conférence de presse à l'Élysée la création d'une juridiction spécialisée dans le droit des étrangers.

L'épouvantable ministre de l'Immigration Hortefeux ne fait-il pas déjà office de juridiction spécialisée à lui tout seul ? Alors Sarkozy veut s'attaquer au système judiciaire qui serait trop tolérant avec les travailleurs immigrés et leurs familles.

Sarkozy ne tolère plus d'opposition dans le pays. Un pays où le système judiciaire est mené à mal s'enfonce dans la dictature si rien ne vient contrecarrer ces sinistres projets. Quand la justice (même bourgeoise) disparaît, c'est au profit de l'arbitraire, du despotisme, c'est la loi de la jungle qui s'installe, la loi du plus puissant, donc des exploiters pour écraser les plus faibles une fois qu'on leur a retiré la possibilité de faire valoir leurs droits sur le plan légal.

Le président a indiqué souhaiter "une juridiction qui s'occupe du droit des étrangers", alors qu'à l'heure actuelle le droit dans ce domaine relève de tribunaux ordinaires, non spécialisés, administratifs ou judiciaires, contrairement à d'autres domaines, comme le droit du travail, qui est appliqué par des juridictions spécialisées.

Il ne manque pas d'air quand on sait qu'il projette de liquider une grande partie des conseils de prud'hommes, afin d'interdire aux travailleurs de pouvoir porter plainte contre un patron. Son souhait ou plutôt sa conception du droit correspond à la définition du patron de droit divin, du despotisme : il faut le chasser, et les patrons avec ! Dans son esprit, quand il parle de créer une nouvelle juridiction spécialisée réservée à l'immigration, on doit traduire : un tribunal d'exception sous la coupe du pouvoir exécutif, donc du flic-président Sarkozy lui-même.

Gageons que cette "juridiction spécialisée" aura un caractère policier.

Il a ensuite souhaité que chaque année "devant le Parlement, on puisse débattre de la politique d'immigration" pour savoir "combien de personnes nous avons accueillies, combien de personnes nous voulons accueillir".

Le Parlement fidèle à ce qu'il est déjà depuis longtemps rajoutera une question à son ordre du jour, histoire qu'un consensus officiel soit établi pour cadenasser toute opposition organisée. L'opposition qu'il veut cadenasser, ce

n'est pas celle qui se prétend telle, mais celle qui descend dans la rue, le prolétariat et une frange de la petite bourgeoisie qui supporte de plus en plus mal les atteintes portées à son mode de vie.

Faisons l'unité contre Sarkozy sur un programme d'actions intégrant le combat pour en finir avec ce régime, les travailleurs les plus avancés ne nous prendront pas pour des utopiques parce qu'ils savent comme nous qu'on ne chassera pas Sarkozy demain, il faut juste leur expliquer patiemment que, justement, comme on ne pourra pas le chasser à nous tout seuls, on doit s'organiser afin de préparer la mobilisation générale du prolétariat...

On ne construit que le cadre du parti dans un premier temps, mais un cadre indispensable qui sera aussi son ossature et qui sera prêt à accueillir des centaines de milliers de travailleurs et jeunes lorsque le prolétariat se mettra en mouvement. Ceux qui escomptaient pendant la période de reflux du prolétariat que la tendance à la décomposition du mouvement ouvrier s'inverserait, nous ont raconté des fables. S'ils avaient tenu compte des enseignements élémentaires de la lutte des classes, ils n'auraient pas commis cette erreur.

C'est quand le prolétariat est en pleine effervescence et qu'il passe à l'action que le parti se construit ou se renforce considérablement, à condition que le parti soit capable de traduire en temps réel l'évolution de la situation et intègre le plus haut degré de conscience atteint par le prolétariat, sinon ses mots d'ordre sonnent dans le vide...